

une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, présentée par le Gouvernement (p. 5279, 5280). = S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1613), [16 juillet 1947] (p. 3048), [1^{er} août 1947] (p. 3820), [24 novembre 1948] (p. 7189), [18 février 1949] (p. 674), [13 avril 1951] (p. 3263), [18 mai 1951] (p. 5485). — Obtient des congés [24 novembre 1948] (p. 7189), [18 février 1949] (p. 674), [13 avril 1951] (p. 3263), [18 mai 1951] (p. 5485).

LAMARQUE-CANDO (M. Charles), Député des Landes.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 décembre 1948] (p. 7390).

Dépôts :

Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier, 6 et 8 de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, **n° 496**. — Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Faure et Hugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2579 du 21 novembre 1946, unifiant des circonscriptions administratives des eaux et forêts, **n° 2216**. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de combattre efficacement les invasions de criquets dans la région Sud-Ouest et à attribuer des secours importants aux agriculteurs victimes des acridiens, **n° 2251**. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de

l'Education nationale les frais de fonctionnement, d'entretien et de modernisation des deux collèges modernes et techniques d'Aire-sur-Adour (Landes), **n° 2252**. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à proroger, jusqu'à la codification du statut des baux ruraux, la loi n° 48-1111 du 10 juillet 1948 relative à la stabilisation des prix des baux à ferme, **n° 5807**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8642**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8643**. — Le 23 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8826**. — Le 23 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 8827**. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lefèvre-Poittalis tendant à régulariser la situation des assesseurs en place dans les sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissement en modifiant la loi n° 50-44 du 12 janvier 1950, relative à l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 et à l'article 2 de la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, **n° 9814**. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par

l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiant l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, n° 10675. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage ; 2° de M. Monin tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 bis du statut des baux ruraux ; 3° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage ; 4° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage ; 5° de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage ; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage ; 7° de MM. Terpend et Martineau tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 ; 8° de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage ; 9° de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 10° de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946, en matière de conversion ; 11° de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 12° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 10687. — Le 26 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 362) relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage ; 2° de M. Monin (n° 702) tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 bis du statut des baux ruraux ; 3° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 951) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage ; 4° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (n° 1016) tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage ; 5° de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues (n° 1224) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage ; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 3406) tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage ; 7° de MM. Terpend et Martineau (n° 7255) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 ; 8° de M. Moussu et plusieurs de ses collègues (n° 8254) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage ; 9° de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert (n° 8506) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 10° de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n° 9184) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion ; 11° de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues (n° 10015) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 12° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

(n° 10102) tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 11768. — Le 15 février 1951, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1^o de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 362) relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage; 2^o de M. Monin (n° 702) tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 *bis* du statut des baux ruraux; 3^o de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 951) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage; 4^o de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (n° 1016) tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage; 5^o de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues (n° 1224) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage; 6^o de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 3406) tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage; 7^o de MM. Terpend et Martineau (n° 7255) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946; 8^o de M. Moussu et plusieurs de ses collègues (n° 8254) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage; 9^o de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prevert (n° 8506) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 10^o de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n° 9184) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion; 11^o de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues (n° 10015) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 12^o de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

(n° 10102) tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 12241. — Le 22 février 1950, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1^o de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 362) relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage; 2^o de M. Monin (n° 702) tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 *bis* du statut des baux ruraux; 3^o de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 951) tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage; 4^o de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (n° 1016) tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage; 5^o de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues (n° 1224) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage; 6^o de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 3406) tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois des 22 décembre 1946 et 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage; 7^o de MM. Terpend et Martineau (n° 7255) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946; 8^o de M. Moussu et plusieurs de ses collègues (n° 8254) tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage; 9^o de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert (n° 8506) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 10^o de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n° 9184) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 en matière de conversion; 11^o de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues (n° 10015) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage; 12^o de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues

(n° 10102) tendant à fixer un juste prix des fermages par la revision de la loi du 31 décembre 1948, n° 12329.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme, en qualité de *Rapporteur* [20 décembre 1946] (p. 194) ; *Amendement de M. David* (p. 195) ; — sur une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1252, 1253, 1254, 1255) ; Art. 3 : *Modification du partage des fruits et suppression des redevances* (p. 1259, 1270) ; — sur une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1261, 1271) ; Article unique : *Amendement de M. Pierre Courant relatif au refus de renouvellement motivé par l'exercice du droit de reprise* (p. 1272). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées contingentées ; Article unique : *Son amendement tendant à préciser la définition des délinquants* [28 août 1947] (p. 4766) ; le retire (p. 4767). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à la stabilisation du prix des baux à ferme : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2419, 2420) ; Article unique : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Laurens permettant le recours aux tribunaux paritaires* (p. 2424) ; *Son amendement tendant à étendre le délai prévu jusqu'à la promulgation du statut des baux révisé* (p. 2433, 2434) ; *Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement du prix à l'échéance comme base du prix du bail* (p. 2437, 2438) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Retrait de l'ordre du jour* [2 juillet 1948] (p. 4282) ; Article unique : *Amendement de M. Moussu tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [7 juillet 1948] (p. 4399, 4400) ; — du projet de loi portant aménagements du budget recouvert à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 168 : *Fonds forestier national* [25 mai 1948] (p. 2902) ; — de la proposition de loi tendant à encourager la culture

du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5792) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture ; Chap. 167 : *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs l'abattement sur les traitements de la Direction générale des eaux et forêts (Ses observations sur le régime forestier des Landes)* [12 avril 1949] (p. 2339, 2340). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes et les conséquences des incendies des forêts du Sud-Ouest [25 novembre 1949] (p. 6357) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 4 décembre 1944, relative au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1949] (p. 6852) ; — d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 19 octobre 1945, relative au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1949] (p. 6854) ; — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Développe son interpellation* [13 janvier 1950] (p. 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255) ; *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 337, 338, 349) [20 janvier 1950] (p. 395) ; *Son ordre du jour de confiance demandant la défense préventive de la forêt contre le feu, l'indemnisation des sinistrés et l'écoulement du bois des Landes* (p. 396) ; *Ordre du jour de M. Chaban-Delmas demandant une enquête administrative et technique et un statut de la commission régionale des Landes* (p. 398) ; *Ses explications de vote sur son ordre du jour* (p. 402) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; INTÉRIEUR, Chap. 5170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la défense des zones forestières contre l'incendie* [1^{er} juin 1950] (p. 4099, 4100) ; — d'une proposition de loi relative au mandat des assesseurs des tribunaux paritaires prévus par le statut du fermage, en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1950] (p. 5134) ; — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée ; Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas modifier la procédure pour les discussions d'urgence déjà inscrites à l'ordre du jour le 3 août 1950* [17 octobre 1950] (p. 6931). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du statut*

des baux ruraux [17 octobre 1950] (p. 6933). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Urgence* [3 novembre 1950] (p. 7414); en qualité de *Rapporteur* (p. 7416, 7417, 7418, 7419, 7420, 7421, 7422), [17 novembre 1950] (p. 7860); *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8113); *Contre-projet de M. Hugues* [1^{er} décembre 1950] (p. 8418, 8419, 8420, 8421); Art. 5 : *Droit de préemption dans le cas de vente par adjudication* [20 décembre 1950] (p. 9392); Art. 5 : *Amendement de M. Roques relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire* [26 janvier 1951] (p. 424); *Amendement de M. Rochet tendant à n'exclure que certaines petites parcelles du bénéfice du statut* (p. 429); *Amendement de M. Tricart relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 588); Art. 6 : *Amendement de Mme Lambert tendant à modifier le mode de calcul des baux à ferme fixé par la loi du 31 décembre 1948* [2 février 1951] (p. 671, 672, 673, 674); *Amendement de Mme Reyraud tendant à fixer le prix du fermage par référence aux quantités produites en 1939* [9 février 1951] (p. 969, 970); *Amendement de M. Hamon tendant à ne pas fixer de quantités de denrées supérieures à celles produites en 1939* (p. 973); *Amendement de Mme Lambert tendant à ne permettre l'augmentation du bail que si le preneur sortant a touché une indemnité de plus-value* [14 février 1951] (p. 1130); *Amendement de M. Degoutte tendant à préciser le cas des cultures spécialisées dont le bailleur doit assurer la plantation* (p. 1135); *Amendement de M. Olmi tendant à permettre l'établissement d'une échelle mobile des fermages payables en nature* (p. 1136); *Amendement de M. Dumet tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'intervention des tribunaux paritaires en cas de désaccord* (p. 1138); *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer le 6^e alinéa faisant payer aux preneurs une augmentation de bail en cas de réparation de travaux neufs* (p. 1140); *Amendement de M. Lucas relatif à la fixation du prix moyen du lait et du beurre pour les baux spécifiés en produits laitiers* [16 février 1951] (p. 1235); *Amendement de Mme Lambert tendant à imposer un abattement de 15 0/0 sur les baux normalement calculés* (p. 1236); *Amendement de M. Paumier relatif au prix des baux stipulés en vin* (p. 1237); *Amendement de M. Montagnier*

tendant à prévoir des réductions des baux en cas de calamités agricoles (p. 1237); *Amendement de M. Pirot tendant à permettre aux tribunaux paritaires de reviser tous les baux conclus à des prix anormaux* (p. 1239); *Amendement de M. Roques tendant à limiter dans le temps le droit de revision des baux par le tribunal paritaire* (p. 1243); *Amendement de M. Tricart tendant à fixer à un dixième l'écart entre les quantités maxima et minima de denrées représentant la valeur locative* [16 mars 1951] (p. 2032); Art. 7 : *Amendement de M. Garcia tendant à maintenir les avantages acquis au cours de baux antérieurs* [6 avril 1951] (p. 2792, 2793); *Amendement de M. Roques tendant à supprimer l'expression « prix du bail »* (p. 2798, 2800, 2801); *Amendement de M. Fabre tendant à ne pas partager le cheptel par tiers* (p. 2817); *Amendement de M. Paumier tendant à tenir compte des besoins de la famille du preneur* (p. 2818, 2819); *Amendement de M. Garcia tendant à diminuer la part du bailleur quand elle est déjà inférieure au tiers* (p. 2819, 2820); *Amendement de M. Gallet tendant à ne pas diminuer la part d'un métayer pendant le bail en cours* (p. 2820); *Amendement de M. Roques tendant à admettre le forfait sur certains produits selon les usages locaux* (p. 2822); *Amendement de M. Alfred Coste-Floret tendant à ne pas déclarer les dispositions de l'article d'ordre public* (p. 2824); *Amendement de M. Ruffe relatif au cas de perte de la récolte* (p. 2831); *Amendement de M. Garcia tendant à accorder dans les Landes la totalté des récoltes au métayer sinistré par le feu* (p. 2837); Art. 8 : *Sous-amendement de M. David tendant à mentionner « dans les conditions réglées par un décret »* (p. 2849); *Amendement de M. Maurellet tendant à accorder le droit de reprise à un orphelin d'exploitant agricole* (p. 2850); *Amendement de M. Delcos tendant à rendre nécessaire pour la reprise, l'exploitation directe par le demandeur* (p. 2852); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'alinéa relatif aux demandes de conversion* (p. 2853, 2854); Art. 11 : *Droit de reprise sur les jardins, chasses, pêches et domaines des collectivités publiques* (p. 2860); Art. 12 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article relatif au droit de conversion* (p. 2863). — Son rapport supplémentaire sur les élections de l'Oise concluant à l'élection de M. Weill-Raynal [1^{er} décembre 1950] (p. 8452).